

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commission nationale  
du débat public

## Avis n° 2024 / 187 / 8 du 11 décembre 2024 relatif aux projets DSFM et EOLIEN EN MER NORD ATLANTIQUE-MANCHE OUEST

### La Commission nationale du débat public,

Vu le code de l'environnement en ses articles L. 121-1 et suivants, notamment le I de l'article L.121-8 et l'article L.121-9 ;

Vu sa décision N°2023/32/ DSFM ET EOLIEN EN MER NA MO/ 1 du 5 avril 2023 d'organiser un débat public sur la révision du volet stratégique des documents stratégiques de la façade maritime NORD ATLANTIQUE-MANCHE OUEST et sur la cartographie relative au développement de l'éolien en mer de cette façade maritime et désignant M. Floran AUGAGNEUR président de ce débat public ;

Vu le compte-rendu établi par le président des commissions particulières du débat public et le bilan de la vice-présidente de la CNDP, Mme Ilaria CASILLO, remplaçant le président de la CNDP pour ce débat publiés le 26 juin 2024 ;

Vu la décision de la ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, de la ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, du ministre délégué auprès de la ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, chargé de la Mer et de la Pêche, et de la ministre déléguée auprès de la ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, chargée de l'Énergie du 17 octobre 2024 publiée au *Journal Officiel* ;

Vu le rapport des maîtres d'ouvrage sur la prise en compte des enseignements du débat public « La mer en débat » ;

Après en avoir délibéré,

### CONSTATE QUE :

les précisions apportées par les maîtres d'ouvrage aux demandes de réponses et aux observations et propositions du public sont suffisamment complètes pour engager la concertation continue ;

### RECOMMANDE QUE :

les réponses des maîtres d'ouvrage soient présentées au public en ouverture de la concertation continue ;

des échanges soient organisés avec le public pendant la concertation continue lors de la publication de l'évaluation environnementale stratégique des documents stratégiques de façade pour, notamment :

- éclairer le public sur les effets cumulés ;
- éclairer le public sur les impacts environnementaux des zones prioritaires retenues pour le développement de l'éolien en mer ;
- poursuivre le travail de cartographie et de définition des périmètres pour le développement de la protection forte ;

la concertation continue soit l'occasion de préciser les contributions des différentes façades pour atteindre l'objectif de 5% des eaux métropolitaines en protection forte ;

la concertation continue soit l'occasion d'associer le public à l'élaboration des critères contenus dans les appels d'offre sur les projets éoliens en mer ;

la concertation continue soit l'occasion d'approfondir les coûts de la production d'électricité de l'éolien en mer ainsi que les mécanismes de financement ;

la concertation continue soit l'occasion d'approfondir le plan de formation pour la filière EMP, notamment sur les personnels nécessaires dans les ports référencés ;

la concertation continue soit l'occasion d'approfondir toutes les questions relatives au raccordement, dont celles des coûts, et des impacts sur les aires marines protégées ;

la concertation continue soit l'occasion d'associer le public aux réflexions relatives à la fiscalité des parcs éoliens en mer ;

une attention particulière soit portée aux futures modalités de concertation continue recommandée par les garantes et les garants sur le volet des parcs éoliens en mer ;

La concertation continue s'articule avec les autres procédures de participation du public en cours sur des projets de câbles sous-marins, sur la programmation pluriannuelle de l'énergie et sur le Schéma décennal de développement du réseau d'électricité ;

la concertation continue soit l'occasion de poursuivre les questions de « gouvernance de la mer » (implication du public, lien terre-mer et articulation des documents et instance de planification au-delà des SDAGE, gouvernance des AMP et ZPF, gouvernance des parcs éoliens, etc.) ;

### **Spécifiquement sur la façade Nord Atlantique-Manche Ouest :**

Soient définies en lien avec les garants les modalités suivantes :

- les modalités de la concertation du public dans le cadre de la concertation continue sur la zone Bretagne Nord Ouest (BNO) ;
- les modalités de la concertation des instances de la façade NAMO et du public NAMO dans le cadre de la concertation continue sur la zone Bretagne Nord Est (BNE) et Roches Douvres (situé en façade MEMN) ;
- les modalités d'association du public, et notamment les riverains, à l'établissement des zones de protection forte (ZPF) ;
- les modalités de la concertation concernant les parcs éoliens en mer et autres EMR prévus et envisagés par les Iles anglo-normandes ;
- les modalités de concertation et d'information du public concernant les zones de défense nationale et la cartographie des projets de parcs éolien en mer ;

la concertation continue soit l'occasion de permettre au public de débattre (et de voir comment le DSF à travers ses différents documents dont le plan d'action peut avoir une influence sur ces points) :

- de l'évolution de la pêche bretonne et de compléter les données sur les impacts de la pêche. Notamment de partager avec le public les résultats des analyses risque pêche qui seront publiés en 2027 et les résultats de la mission d'inspection sur la pêche lancée en 2024 ;
- les retombées économiques de l'éolien, la création d'emploi durable et la durabilité de la filière éolienne sur la façade ;
- les dispositifs pour la gestion de l'érosion côtière (financements et stratégies) ;
- la gestion d'un tourisme durable sur le littoral et notamment sur la régulation des flux et des usages ;
- la gestion des pollutions terrestres dont les stations d'épuration et celles issues de l'agriculture ;

la concertation continue soit l'occasion de poursuivre l'information et le débat sur l'efficacité, le contrôle, le suivi scientifique des AMP et de poursuivre l'information et la discussion sur le contrôle et le suivi harmonisé de la qualité de l'eau, des pollutions en mer et de la biodiversité ;

la concertation continue s'articule avec la concertation préalable du projet Liaison électrique "Façade Atlantique" (anciennement projet "GiLA").

Fait le 11 décembre 2024.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "I. Casillo". The signature is written in a cursive style and is located on a light-colored rectangular background.

La vice-présidente  
I. Casillo